

RAPPORT DE GESTION INTERMÉDIAIRE
AU 31 MARS 2015

TABLE DES MATIÈRES

Rapport de gestion intermédiaire

PORTÉE DE L'ANALYSE FINANCIÈRE DE LA DIRECTION	1
MISE EN GARDE RELATIVE AUX ÉNONCÉS PROSPECTIFS	1
STATUTS, NATURE DES ACTIVITÉS ET CONTINUITÉ DE L'EXPLOITATION	1
LES FAITS SAILLANTS	2
DISTRIBUTION D' ACTIONS ET CONVERSION PARTIELLE DES BILLETS CONVERTIBLES	2
TRAVAUX D'EXPLORATION	3
PERMIS ET AUTORISATIONS	3
PROGRAMME DE RÉDUCTION DE COÛTS	4
RELATIONS AVEC LES INVESTISSEURS	4
STRATÉGIE ET PLAN D' ACTION	5
FRAIS D'EXPLORATION ET D'ÉVALUATION ET DE MAINTIEN DU CAMP MATOUSH	6
INFORMATION FINANCIÈRE SÉLECTIONNÉE ET RÉSULTATS D'EXPLOITATION	7
RÉSULTATS D'EXPLOITATION	7
SITUATION DE TRÉSORERIE ET FINANCEMENT	8
DONNÉES FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES	9
ARRANGEMENT HORS BILAN	9
TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES	10
INFORMATION SUR LES ACTIONS EN CIRCULATION	11
RISQUES ET INCERTITUDES	11
ÉVALUATION DU CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE	11
INFORMATION ADDITIONNELLE ET DIVULGATION CONTINUE	11

RESSOURCES STRATECO INC.

Rapport de gestion intermédiaire

31 mars 2015

PORTÉE DE L'ANALYSE FINANCIÈRE DE LA DIRECTION

L'analyse qui suit doit se lire en parallèle avec les états financiers annuels consolidés de Ressources Strateco inc. (« la Société ») pour les exercices clos les 31 décembre 2014 et 2013 ainsi que les états financiers intermédiaires condensés non audités pour les trimestres clos les 31 mars 2015 et 2014. Les états financiers intermédiaires condensés non audités pour le trimestre clos le 31 mars 2015 et les données comparatives ont été établis conformément aux IFRS s'appliquant à la préparation d'états financiers intermédiaires incluant IAS 34, *Information financière intermédiaire*. À moins d'indication contraire, tous les montants sont en dollars canadiens.

MISE EN GARDE RELATIVE AUX ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Les sections de ce rapport de gestion, portant sur la stratégie et le plan d'action de la Société, sur ses activités d'exploration et sur l'information financière qui reflètent les attentes actuelles de la Direction, renferment des « énoncés prospectifs ». Ces énoncés doivent être interprétés selon le contexte, particulièrement les énoncés qui reflètent les opinions, les estimations et les attentes de la Société face aux événements et aux résultats futurs. Ces énoncés prospectifs dépendent d'un certain nombre de facteurs et comportent certains risques et incertitudes et il n'y a aucune garantie que ces énoncés s'avéreront exacts. Les facteurs pouvant faire varier de façon importante les résultats, les activités et les événements futurs par rapport aux attentes exprimées expressément ou implicitement dans ces énoncés prospectifs comprennent, sans s'y limiter, la volatilité du prix de l'uranium, les risques liés à l'industrie minière, les incertitudes relatives à l'estimation des ressources minérales, les besoins additionnels de financement et la capacité de la Société à obtenir ces financements ainsi que les conséquences résultant du refus du gouvernement du Québec d'accorder le certificat d'autorisation provincial requis pour la poursuite des activités du projet Matoush, en raison duquel la Société a dû entreprendre des procédures judiciaires en réclamation de dommages dont les conclusions demeurent incertaines. Ces risques et incertitudes sont décrits dans le présent rapport de gestion et dans la notice annuelle du 18 mars 2015 déposés sur SEDAR.

STATUTS, NATURE DES ACTIVITÉS ET CONTINUITÉ DE L'EXPLOITATION

La Société a été constituée en corporation en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*, par statuts de constitution datés du 13 avril 2000.

La Société détient dans son portefeuille un intérêt de 100 % dans trois propriétés minières et des participations dans trois propriétés minières, toutes situées au Québec. Ces propriétés totalisent 742 titres miniers pour une superficie de 39 459 hectares (395 km²). La Société n'explore ni n'exploite présentement aucune propriété minière. Elle concentre actuellement tous ses efforts sur la poursuite des procédures judiciaires relatives à la perte de ses investissements dans le projet Matoush suite aux agissements fautifs du gouvernement du Québec.

La Société devra obtenir de nouveaux fonds pour poursuivre ses activités et, malgré le fait qu'elle y soit parvenue dans le passé, il n'y a aucune garantie de réussite pour l'avenir.

RESSOURCES STRATECO INC.

Rapport de gestion intermédiaire

31 mars 2015

LES FAITS SAILLANTS

Au cours du premier trimestre de l'année 2015, la Société a continué à défendre l'intérêt de ses actionnaires dans le projet uranifère Matoush en concentrant ses efforts sur la requête introductive d'instance par laquelle elle réclame 190 millions \$ au gouvernement du Québec pour la perte de ses investissements dans le projet Matoush.

En ce qui a trait à la requête introductive d'instance, déposée le 11 décembre 2014 à la Cour supérieure du Québec, le procureur général du Québec doit déposer sa défense de façon imminente. Ce dernier a d'ailleurs avisé la Société qu'il ne procéderait pas à de nouveaux interrogatoires puisqu'il aurait recours aux interrogatoires effectués dans le cadre des précédentes requêtes en *mandamus* et en nullité. Par ailleurs, le tribunal doit décider si la suite des procédures se déroulera à Montréal, à la demande de la Société, ou à Québec, à la demande du procureur général du Québec.

D'autre part, au cours du premier trimestre 2015, la Société a été contrainte de poursuivre la mise en œuvre de son programme de réduction de coûts, amorcée en juin 2014 avec la fermeture du camp Matoush en raison du refus du gouvernement du Québec d'accorder le dernier certificat d'autorisation nécessaire pour entamer la phase d'exploration avancée. La quasi-totalité des employés de la Société a été avisée de la cessation de leur contrat d'emploi; certains d'entre eux continueront d'offrir leurs services sur une base de consultation.

De plus, la Société a annoncé, le 19 mars 2015, qu'elle avait informé la Bourse de Toronto (« TSX ») de son intention de désinscrire les actions ordinaires de la Société de cette plateforme boursière puisqu'elle n'a plus d'activités d'exploration minière et qu'elle se concentre désormais sur les procédures judiciaires. La Société a entamé des procédures pour s'inscrire sur une nouvelle plateforme boursière. En date du présent rapport de gestion, la Société est toujours sur la plateforme boursière de la TSX.

DISTRIBUTION D' ACTIONS ET CONVERSION PARTIELLE DES BILLETS CONVERTIBLES

Le 8 janvier 2015, la Société a annoncé qu'elle procédait à la distribution des 15 millions d'actions ordinaires de sa filiale Exploration SeqUr inc. (« SeqUr »). Rappelons que lors de la dernière assemblée annuelle et extraordinaire des actionnaires de la Société, le 27 mai 2014, une résolution spéciale avait été adoptée permettant aux administrateurs de la Société, au moment jugé opportun, de distribuer aux actionnaires de la Société, en remboursement de la réduction du capital déclaré, les 15 millions d'actions ordinaires que la Société a obtenues de SeqUr, le 10 juin 2014, en échange de son option sur le projet uranifère Jasper Lake, constitué de quatre propriétés en Saskatchewan, obtenue de Denison Mines Corp. (« Denison »). En raison de cette distribution, SeqUr est devenue un émetteur assujéti au Québec ayant approximativement 790 actionnaires.

Le 15 janvier 2015, Sentient Executive GP III, Limited (« Sentient III »), faisant partie du Groupe Sentient, qui est une partie liée avec la Société, a exercé son option de convertir en actions ordinaires la totalité de ses 800 000 \$ de billets convertibles de la Société. En accord avec les termes des billets convertibles, un total de 16 877 637 actions, à un prix de 0,0474 \$ l'action, ont été émises, portant ainsi la participation de Sentient dans la Société à 14,02 %.

RESSOURCES STRATECO INC.

Rapport de gestion intermédiaire

31 mars 2015

TRAVAUX D'EXPLORATION

Ressources – Personne qualifiée : M. Jean-Pierre Lachance, vice-président exécutif & exploration de la Société remplit les conditions et est reconnu comme une personne qualifiée selon les dispositions du *Règlement 43-101 sur l'information concernant les projets miniers, c. V-1.1, r.15.*

PROJET MATOUSH (QUÉBEC)

(Composé des propriétés Matoush, Matoush Extension, Eclat et Pacific-Bay-Matoush)

Le projet Matoush, situé dans les monts Otish au nord du Québec à environ 275 km au nord de Chibougamau, est constitué des propriétés Matoush, Matoush Extension et Eclat, toutes détenues à 100 % et de la propriété Pacific Bay-Matoush sur laquelle la Société a un intérêt indivis de 60 %. Le projet Matoush comprend actuellement 540 titres miniers sur une superficie totalisant 28 652 hectares (286 km²).

Les délais et circonstances entourant l'obtention du certificat d'autorisation du ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (« MDDELCC ») pour la phase d'exploration souterraine ont entraîné la fermeture du camp Matoush de manière à réduire les coûts d'opérations ; celle-ci s'est faite dans le respect de l'environnement et de la santé des populations.

PERMIS ET AUTORISATIONS

PROCÉDURES JUDICIAIRES ET ADMINISTRATIVES

Depuis le début du projet Matoush, en 2006, la Société a travaillé sans relâche pour passer à travers un long processus visant à répondre aux normes en vigueur et satisfaire la réglementation provinciale et fédérale en ce qui a trait aux projets uranifères. Après la réalisation de nombreuses études environnementales, sociales, économiques et techniques, la Société a finalement obtenu les autorisations du ministre fédéral de l'Environnement, de la Commission canadienne de sûreté nucléaire (« CCSN »), en octobre 2012, ainsi qu'une recommandation positive du comité d'évaluation provinciale pour le programme d'exploration souterraine du projet Matoush. De plus, depuis le début du processus d'autorisation, la Société a obtenu, au niveau provincial seulement, plus d'une vingtaine d'attestations, de certificats, d'autorisations et de baux.

La Société a entamé des procédures judiciaires, en janvier 2013, dans le but d'obtenir le certificat d'autorisation du MDDELCC nécessaire pour commencer le programme d'exploration souterraine du projet Matoush. Toutes les procédures judiciaires survenues avant le premier trimestre de l'année 2015 sont décrites dans les rapports trimestriels et annuel précédents de même que dans la section « Le projet Matoush – Procédures judiciaires » du site Web de la Société.

Rappelons que le 11 décembre 2014, la Société a réclamé 189 987 663 \$ au gouvernement du Québec dans une requête introductive d'instance déposée à la Cour supérieure du Québec. La Société réclame des dommages pour la perte de ses investissements dans le projet Matoush suite aux agissements fautifs du ministre du MDDELCC et du gouvernement du Québec.

De 2006 à 2012, la Société a investi 20 millions \$ par année, en moyenne, dans le projet Matoush en tenant pour acquis que le gouvernement allait respecter ses propres lois. Dans son action en justice, la Société reproche, entre autres, au gouvernement de l'avoir encouragé à investir au Québec pour ensuite changer de cap de manière cavalière en annonçant un moratoire sur l'exploration et l'exploitation de l'uranium, en mars 2013, et finalement en refusant d'autoriser l'exploration avancée du projet Matoush sur une base fautive et arbitraire. La Société a été placée dans une situation où il est devenu illusoire pour elle d'intéresser des investisseurs dans le projet Matoush; elle a dû fermer le camp Matoush, occasionnant des pertes d'emplois permanents et; elle a perdu toute possibilité réelle de jouir de ses claims et des investissements qu'elle a faits dans le projet Matoush. La requête introductive d'instance est disponible sur le site Web de la Société au www.strateco.ca.

RESSOURCES STRATECO INC.

Rapport de gestion intermédiaire

31 mars 2015

Pour l'aiguiller dans cette démarche judiciaire, la Société a retenu les services du cabinet d'avocats Irving Mitchell Kalichman S.E.N.C.R.L. /LLP, dont la compétence dans ce type de litige est hautement reconnue.

Au cours du premier trimestre de l'année 2015, une audition a eu lieu à Montréal devant la Cour supérieure du Québec, le 30 janvier, pour déterminer où se déroulera l'ensemble des auditions dans le cadre de la requête introductive d'instance; le tribunal doit décider entre Montréal, à la demande de la Société, et Québec, à la demande du procureur général du Québec.

De plus, la défense du procureur général du Québec est attendue de façon imminente. Ce dernier a d'ailleurs avisé la Société qu'il ne procéderait pas à de nouveaux interrogatoires puisqu'il aurait recours aux interrogatoires effectués dans le cadre des précédentes requêtes en *mandamus* et en nullité.

La Société entend continuer à défendre vigoureusement l'intérêt de ses actionnaires qui ont investi plus de 144 millions \$ dans le projet uranifère Matoush.

COMMISSION D'ENQUÊTE DU BAPE SUR LA FILIÈRE URANIFÈRE QUÉBÉCOISE

Le 3 mars 2014, l'ancien ministre du MDDELCC donnait le mandat au BAPE de tenir une commission d'enquête sur les enjeux de la filière uranifère québécoise. Le mandat de la commission a débuté le 20 mai 2014 pour une durée maximale d'un an. Le rapport du BAPE devra être déposé au ministre du MDDELCC au plus tard le 20 mai 2015. Par la suite, le ministre disposera de 60 jours pour le rendre public.

Environ 250 mémoires déposés dans le cadre du BAPE sur la filière uranifère peuvent être consultés sur le site Web du BAPE. Parmi ceux-ci, plusieurs personnes, professionnels et organismes se sont prononcés, avec un argumentaire propre et unique, en faveur de la filière uranifère québécoise. Toutes les séances de la commission d'enquête sont disponibles sur le site Web du BAPE : <http://www.bape.gouv.qc.ca/sections/mandats/uranium-enjeux/index.htm>.

PROGRAMME DE RÉDUCTION DE COÛTS

En raison du refus du gouvernement du Québec d'accorder le dernier certificat d'autorisation nécessaire pour entamer la phase d'exploration avancée du projet Matoush, la Société a dû implanter un programme de réduction de coûts. La mise en œuvre de ce programme a débuté par l'annonce, le 12 juin 2014, de la fermeture du camp Matoush pour réduire les coûts d'opération et s'est poursuivie avec des coupes drastiques dans les dépenses de la Société et le licenciement d'employés.

Au cours du premier trimestre de l'année 2015, la quasi-totalité des employés restants de la Société a été avisée de la cessation de leur contrat d'emploi; certains d'entre eux continueront d'offrir leurs services sur une base de consultation.

De plus, la Société a annoncé, le 19 mars 2015, qu'elle avait informé la Bourse de Toronto (« TSX ») de son intention de désinscrire les actions ordinaires de la Société de cette plateforme boursière puisqu'elle n'a plus d'activités d'exploration minière et qu'elle se concentre désormais sur les procédures judiciaires en cours. Conséquemment, la Société ne rencontre plus les normes de la TSX relatives aux sociétés d'exploration et a entamé des procédures pour s'inscrire sur une nouvelle plateforme boursière. Le symbole boursier racine (« RSC ») de la Société devrait demeurer le même.

RELATIONS AVEC LES INVESTISSEURS

Le 2 mars 2015, la Société a annoncé la démission de M. Charles Riopel à titre d'administrateur. M. Riopel était le représentant de Sentient sur le conseil d'administration. La participation majoritaire de Sentient dans la Société a été cédée, le 31 octobre 2014, à la société uranifère australienne Toro Energy Limited (« Toro »).

La Société continue de répondre quotidiennement aux questions du public et des actionnaires. Toutes les nouvelles publiques relatives au projet Matoush sont divulguées sur le site Web de la Société (www.strateco.ca).

RESSOURCES STRATECO INC.

Rapport de gestion intermédiaire

31 mars 2015

STRATÉGIE ET PLAN D'ACTION

POURSUITES JUDICIAIRES

Aussi longtemps que nécessaire, la Société concentrera ses efforts sur la requête introductive d'instance par laquelle elle réclame des dommages pour la perte de ses investissements dans le projet Matoush. La Société continuera d'informer les investisseurs sur les procédures judiciaires en cours.

PROGRAMME DE RÉDUCTION DE COÛTS

La Société poursuivra son programme de réduction de coûts initié il y a près d'un an en raison du refus du gouvernement du Québec d'accorder le dernier certificat d'autorisation nécessaire pour entamer la phase d'exploration avancée du projet Matoush. La Société agit dans le meilleur intérêt de ses actionnaires et les tiendra informés des prochains développements à cet effet.

COMMISSION D'ENQUÊTE DU BAPE SUR LA FILIÈRE URANIFÈRE QUÉBÉCOISE

La Société attend avec impatience le rapport du BAPE qui doit être déposé au ministre au plus tard le 20 mai 2015 et rendu public par celui-ci dans les 60 jours suivants. Bien que la Société n'ait pas été invitée à prendre part à cette commission d'enquête du BAPE, elle entend réagir et commenter le rapport final en raison de sa nature et de son éventuel impact sur la filière uranifère québécoise et l'ensemble de l'industrie minière.

RESSOURCES STRATECO INC.

Rapport de gestion intermédiaire

31 mars 2015

FRAIS D'EXPLORATION ET D'ÉVALUATION ET DE MAINTIEN DU CAMP MATOUSH

Frais d'exploration et d'évaluation et de maintien du camp Matoush pour la période de trois mois close le 31 mars 2014	Matoush		Eclat	Pacific Bay- Matoush		Mistassini	Projet Jasper Lake	Total
	Matoush	Extension		Matoush				
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au début de la période	-	-	-	-	-	-	-	-
Additions								
Salaires, experts-conseils et sous-traitants	155 697	90	90	203	60	83 348	239 488	
Entretien des infrastructures, chemins d'accès, parc à carburant et autres	180 604	-	-	-	-	-	180 604	
Forages	11 359	-	-	-	-	99 283	110 642	
Transport et carburant	95 384	-	-	-	-	30 363	125 747	
Service de premiers soins	196	-	-	-	-	28	224	
Déplacement et hébergement	-	-	-	-	-	4 569	4 569	
Coûts reliés à la Commission canadienne de sûreté nucléaire	63 950	-	-	-	-	-	63 950	
Fournitures et location d'équipement	30 675	-	-	-	-	1 512	32 187	
Frais généraux	34 314	1 190	541	1 665	1 016	730	39 456	
Environnement	4 441	-	-	-	-	-	4 441	
	576 620	1 280	631	1 868	1 076	219 833	801 308	
Crédits d'impôt remboursables relatifs aux ressources	-	-	-	-	-	-	-	
	576 620	1 280	631	1 868	1 076	219 833	801 308	
Frais d'exploration et d'évaluation présentés à l'état des résultats	(576 620)	(1 280)	(631)	(1 868)	(1 076)	-	(581 475)	
Variation nette	-	-	-	-	-	219 833	219 833	
Solde à la fin de la période	-	-	-	-	-	219 833	219 833	

RESSOURCES STRATECO INC.

Rapport de gestion intermédiaire

31 mars 2015

INFORMATION FINANCIÈRE SÉLECTIONNÉE ET RÉSULTATS D'EXPLOITATION

	Périodes de trois mois closes les 31 mars	
	2015	2014
	\$	\$
Revenus d'honoraires et autres	58 513	-
Revenus financiers	1 867	3 526
Dépenses		
Frais de propriétés minières	-	(3 066)
Frais d'exploration et d'évaluation et de maintien du camp Matoush	(18 616)	(606 844)
Frais généraux et administratifs	(1 712 911)	(352 478)
Charge de désactualisation relative aux billets convertibles et aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles et aux prêts à payer	(968 443)	(674 952)
Intérêts débiteurs et frais bancaires	(74 434)	(74 943)
Intérêts sur les crédits d'impôt	(670 370)	-
Recouvrement d'impôts sur les résultats	-	47 147
Perte nette	(3 384 394)	(1 661 610)
Perte nette de base et diluée par action	(0,015)	(0,009)

Au :

	31 mars 2015	31 décembre 2014
	\$	\$
Actif total	2 166 573	2 848 654
Passif financier non courant		
Billets convertibles	-	9 263 674
	-	9 263 674

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

La perte nette a augmenté pour la période de trois mois close le 31 mars 2015, pour les raisons suivantes :

L'augmentation des frais généraux et administratifs découle, en partie, d'une provision spécifique de 1 200 000 \$ pour des ententes contractuelles définitives pour la quasi-totalité des employés de la Société à la suite de la cessation de leur contrat d'emploi. Le montant de ces ententes contractuelles définitives sera versé aux employés si la Société parvient à obtenir une compensation monétaire à la suite des procédures judiciaires ou un règlement hors cours suffisants avec le gouvernement du Québec ou autres, pour la perte du projet Matoush. De plus, l'augmentation des frais généraux et administratifs est aussi expliquée par des tâches exécutées par les employés de la Société pour la période de trois mois close le 31 mars 2015 qui sont davantage de natures administratives comparativement à des tâches liées à l'exploration et l'évaluation pour la même période en 2014.

Des intérêts au montant de 670 370 \$ sur des crédits d'impôt à rembourser ont été comptabilisés pour la période de trois mois close le 31 mars 2015 à la suite de la réception par la Société, le 20 et le 30 mars 2015, des avis de cotisation d'une autorité fiscale pour les exercices clos les 31 décembre 2009 à 2012, refusant certaines dépenses dans le calcul des crédits d'impôt remboursables relatifs aux ressources.

RESSOURCES STRATECO INC.

Rapport de gestion intermédiaire

31 mars 2015

La baisse des activités concernant le projet Matoush ainsi que la fermeture du camp Matoush en novembre 2014 expliquent la baisse considérable des frais d'exploration et d'évaluation pour la période de trois mois close le 31 mars 2015 comparativement à la même période en 2014.

La charge de désactualisation relative aux billets convertibles et aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles et aux prêts à payer est en croissance principalement en raison de la désactualisation relative aux billets convertibles qui augmente lorsqu'on s'approche de la date d'échéance des passifs financiers.

SITUATION DE TRÉSORERIE ET FINANCEMENT

Le fonds de roulement négatif de la Société s'élevait à 14 732 682 \$ au 31 mars 2015 (fonds de roulement négatif de 4 219 750 \$ au 31 décembre 2014) incluant la trésorerie de 815 025 \$ et des actifs financiers disponibles à la vente de 305 625 \$. Ce fonds de roulement comprend 677 504 \$ en crédits d'impôt à recevoir au 31 mars 2015 (1 880 448 \$ au 31 décembre 2014), ainsi que des crédits d'impôt et intérêts à payer de 3 575 404 \$ au 31 mars 2015 (3 200 000 \$ au 31 décembre 2014). La Direction estime que ces fonds ne seront pas suffisants pour permettre à la Société de poursuivre son exploitation. Tout manque à gagner pourrait être pallié de différentes façons à l'avenir, incluant sans s'y limiter, l'émission de nouveaux titres de capitaux propres, de nouvelles mesures de réduction des dépenses ou d'autres mesures. Malgré le fait que la Direction ait réussi à obtenir du financement dans le passé, il n'y a aucune garantie de réussite pour l'avenir et rien ne garantit que ces sources de financement ou ces initiatives seront accessibles à la Société ni qu'elles seront disponibles à des conditions acceptables pour la Société. Si la Direction ne parvenait pas à obtenir de nouveaux fonds, la Société pourrait alors être dans l'incapacité de poursuivre ses activités, et les montants réalisés à titre d'actifs pourraient être moins élevés que les montants inscrits dans les présents états financiers.

Un montant de 211 493 \$ a été généré par les activités d'exploitation de la Société au cours de la période de trois mois close le 31 mars 2015 (931 396 \$ ont été utilisés pour la même période en 2014). La diminution des fonds utilisés provient principalement de l'encaissement d'un montant de 907 978 \$ de crédits de droits miniers pour pertes pour la période de trois mois close le 31 mars 2015.

Aucune activité d'investissement significative de la Société n'a eu lieu au cours de la période de trois mois close le 31 mars 2015.

Aucune activité de financement de la Société n'a eu lieu au cours de la période de trois mois close le 31 mars 2015. Le 15 janvier 2015, la Société a émis 16 877 637 actions ordinaires à Sentient III qui a exercé son option de convertir en actions ordinaires la totalité de ses 800 000 \$ de billets convertibles de la Société.

RESSOURCES STRATECO INC.

Rapport de gestion intermédiaire

31 mars 2015

DONNÉES FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES

Le tableau suivant présente l'information financière choisie pour les huit derniers trimestres.

	31 mars 2015 (v)	31 déc. 2014 (iv)	30 sept. 2014 (iii)	30 juin 2014 (i)	31 mars 2014 (i)	31 déc. 2013 (i, ii)	30 sept. 2013 (i)	30 juin 2013 (i)
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Produits totaux	60 380	3 143	3 276	1 590	3 526	14 872	1 838	1 497
Résultat (perte) net(te)	(3 384 394)	(4 095 776)	(1 049 684)	(1 775 875)	(1 661 610)	1 601 649	(1 865 682)	(1 843 216)
Résultat (perte) net(te) de base et dilué(e) par action	(0,015)	(0,018)	(0,005)	(0,009)	(0,009)	0,009	(0,011)	(0,011)

- (i) La perte nette plus élevée est attribuable à la présentation, depuis l'enregistrement de la dépréciation des actifs non financiers de la Société, de tous les frais d'exploration et d'évaluation reliés au projet Matoush à l'état des résultats et ces frais représentent un montant de 808 746 \$, 811 398 \$ et 2 391 156 \$ pour les périodes de trois mois closes le 30 juin 2013, le 30 septembre 2013 et le 31 décembre 2013 respectivement, ainsi qu'un montant de 606 844 \$ et 491 411 \$ pour les périodes de trois mois closes le 31 mars 2014 et le 30 juin 2014 respectivement.
- (ii) Le résultat net résulte principalement d'un gain sur l'échange de billets convertibles au montant de 5 125 105 \$.
- (iii) La perte nette inférieure est attribuable, en partie, à un revenu d'hébergement réalisé au camp Matoush pour un montant de 267 750 \$ constatés dans les frais d'exploration et d'évaluation et finalement, au gain dégagé, au montant de 186 466 \$, sur la cession d'actifs du camp Matoush.
- (iv) La perte nette supérieure résulte, en partie, de la dépréciation au montant de 641 359 \$ de propriétés minières et des frais d'exploration et d'évaluation reportés du projet Jasper Lake de SeqUr, d'un gain net sur la prise en charge d'un passif par un tiers de 526 933 \$ et d'un ajustement du crédit de droits miniers remboursable pour perte au montant de 655 717 \$ à la suite d'une entente avec l'autorité fiscale. Finalement, la Société a ajusté sa provision concernant les crédits d'impôt remboursables relatifs aux ressources, pour les exercices clos les 31 décembre 2009 à 2012, d'un montant de 1 478 394 \$. La Société a divulgué l'incertitude et sa position relative à l'évolution de la provision concernant les crédits d'impôt remboursables relatifs aux ressources dans les états financiers au 31 décembre 2014, à la note 4 « Jugements, estimations et hypothèses : Positions fiscales incertaines ».
- (v) La perte nette plus élevée est attribuable, en partie, à une nouvelle provision spécifique de 1 200 000 \$ pour des ententes contractuelles définitives pour la quasi-totalité des employés de la Société à la suite de la cessation de leur contrat d'emploi et, finalement, à des intérêts au montant de 670 370 \$ sur des crédits d'impôt à rembourser à la suite de la réception par la Société des avis de cotisation pour les exercices clos les 31 décembre 2009 à 2012, refusant certaines dépenses dans le calcul des crédits d'impôt remboursables relatifs aux ressources.

ARRANGEMENT HORS BILAN

La Société n'a aucun arrangement hors bilan.

RESSOURCES STRATECO INC.

Rapport de gestion intermédiaire

31 mars 2015

TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

BBH GÉO-MANAGEMENT INC.

La Société a renouvelé une entente de services, effective le 1^{er} août 2014 et en vigueur jusqu'au 31 décembre 2015, avec BBH, une société liée dont un dirigeant et administrateur, monsieur Guy Hébert, est également dirigeant et administrateur de la Société. Aux termes de cette entente, BBH fournit certains services à la Société.

Les frais et les coûts qui sont facturés à la Société par BBH couvrent notamment les services suivants :

- utilisation des locaux et des équipements de BBH pour un montant mensuel de 5 500 \$ qui sera révisé au 1^{er} août 2015;
- comptabilité;
- services de consultation, y compris dans le domaine géologique.

Le conseil d'administration de la Société a approuvé l'entente de services avec BBH en l'absence de monsieur Guy Hébert. Les honoraires versés par la Société à BBH pour le personnel de BBH sont équivalents à la rémunération qui serait autrement payée par la Société à une tierce partie non liée dans l'industrie.

La Société a effectué les transactions suivantes auprès de BBH :

	Périodes de trois mois closes les 31 mars	
	2015	2014
	\$	\$
Dépenses d'exploration et d'évaluation capitalisées dans les frais d'exploration et d'évaluation reportés		
Honoraires	-	20 000
À l'état des résultats		
Honoraires professionnels	38 000	54 000
Honoraires pour frais d'exploration et d'évaluation et de maintien du camp		
Matoush	6 000	97 000
Dépenses de bureau	17 000	17 000

Au 31 mars 2015, les créiteurs et les charges à payer comprennent un montant de 23 000 \$ (76 000 \$ au 31 mars 2014) à payer aux parties liées. Les honoraires chargés par BBH pour les services rendus à la Société par les employés de BBH incluent une prime de 1,85 pour couvrir les avantages sociaux et autres risques assumés par BBH à titre d'employeur. Les factures de BBH sont payables sur réception et portent intérêt à un taux de 5 % l'an.

SENTIENT

Le 15 janvier 2015, Sentient III a exercé son option de convertir en actions ordinaires la totalité de ses 800 000 \$ de billets convertibles de la Société. En accord avec les termes des billets convertibles, un total de 16 877 637 actions, à un prix de 0,0474 \$ l'action, a été émis portant ainsi la participation de Sentient dans la Société à 14,02 %.

RESSOURCES STRATECO INC.

Rapport de gestion intermédiaire

31 mars 2015

INFORMATION SUR LES ACTIONS EN CIRCULATION

	Au 6 mai 2015
	Nombre
Actions ordinaires	234 165 754
Options d'achat d'actions	2 442 500
Bons de souscription	1 500 000
	238 108 254

RISQUES ET INCERTITUDES

Les facteurs de risques sont détaillés dans le rapport de gestion de la Société inclus dans le rapport annuel pour l'exercice clos au 31 décembre 2014.

ÉVALUATION DU CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

La Direction maintient un système de contrôle interne à l'égard de l'information financière qui lui fournit l'assurance raisonnable que les actifs sont protégés de toute perte ou d'un usage non autorisé et que l'information financière est fiable et disponible en temps opportun. Le Président et Chef de la direction et le Chef des finances ont aussi conçu ou fait concevoir des contrôles internes de l'information financière afin d'avoir l'assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers sont établis en vue de la publication de l'information financière, conformément aux IFRS.

Il n'est survenu aucun changement important concernant le contrôle interne à l'égard de l'information financière au cours de la période de trois mois close le 31 mars 2015, qui a eu ou dont on peut raisonnablement penser qu'il aura une incidence importante sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société (« CIIF »).

INFORMATION ADDITIONNELLE ET DIVULGATION CONTINUE

Ce rapport de gestion a été préparé le 6 mai 2015 et est conforme au *Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue*, c. V-1.1, r. 24 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières. Ce présent rapport de gestion vise à aider le lecteur à comprendre et à évaluer les tendances et les changements d'importance liés aux résultats et à la situation financière de la Société. Il présente le point de vue de la Direction sur les activités courantes de la Société et sur ses résultats financiers courants et passés ainsi qu'un aperçu des activités à venir au cours des prochains mois. La Société divulgue régulièrement de l'information additionnelle par le dépôt de communiqués de presse et autres rapports sur les sites internet de la Société (www.strateco.ca) et de SEDAR (www.sedar.com).

(Signé) Guy Hébert

Guy Hébert
Président et Chef de la direction

(Signé) Yvon Robert

Yvon Robert
Chef des finances